

Nouveau recul de l'emploi dans le secteur privé

Au 2^e trimestre 2016, 90 015 salariés ont été déclarés par leurs employeurs, soit 2 000 de moins qu'à la même période en 2015. Cette baisse du volume global d'emploi salarié ne s'est cependant pas faite brutalement au cours du trimestre écoulé. En effet, depuis mi-2015, la création d'emploi est en panne et le recul de l'emploi salarié se creuse. Depuis le 3^e trimestre 2015, plus de 600 emplois sont supprimés chaque trimestre. Ces suppressions d'emploi annulent une part importante des emplois créés au cours des trois dernières années et l'emploi salarié retrouve un niveau équivalent à celui de 2013 à la même période.

Ce trimestre, le secteur des services est fortement touché par la morosité économique, qui persiste également dans les industries. Le marché du travail se dégrade à nouveau, avec une progression des demandeurs d'emploi dans les secteurs en difficulté ce trimestre, alors que les offres d'emploi déposées sont moins nombreuses.

Dans ce contexte, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a annoncé mi-septembre 2016 la mise en œuvre de mesures visant à soutenir l'emploi, à travers un "Plan d'Urgence Local de Soutien à l'Emploi" (PULSE).

La morosité persiste dans le secteur privé

Au 2^e trimestre 2016, le **secteur privé** déclare 2 215 salariés de moins qu'à la même période en 2015 (-3 %). La baisse amorcée au 3^e trimestre 2015 s'accroît un peu plus chaque trimestre (-320 emplois en glissement annuel au 3^e trimestre 2015 ; -930 emplois au 4^e trimestre ; -1 600 au 1^{er} trimestre 2016).

L'intérim, variable d'ajustement pour les entreprises, marque le pas. Le nombre d'entreprises qui y recourt est en baisse (-10 %), tandis que le nombre d'intérimaires embauchés par ces entreprises diminue de 21 % par rapport à la même période en 2015. Quant au nombre de chômeurs indemnisés, il augmente de 18 % par rapport au 2^e trimestre 2015.

Toutefois, l'indicateur du climat des affaires, issu de l'enquête d'opinion réalisée par l'IEOM auprès des chefs d'entreprises, stoppe sa chute ce trimestre, après avoir atteint son plus bas niveau historique au 1^{er} trimestre 2016.

Nouvelle vague de suppressions d'emploi dans les services

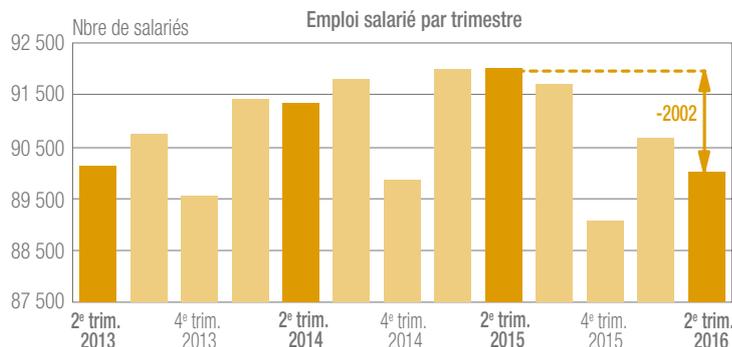
Toutes activités confondues, le secteur des **services** (y compris le commerce) emploie 1 370 salariés de moins qu'au 2^e trimestre 2015. Ce recul est nettement plus marqué qu'au trimestre précédent (-820 sur un an), les services étant affectés depuis fin 2015. Le commerce déclare 260 emplois de moins en glissement annuel (contre -220 au 1^{er} trimestre 2016), principalement dans le commerce de détail.

Les suppressions du trimestre sont en grande partie imputables aux autres activités de services : 1 110 emplois ont été supprimés par rapport au 2^e trimestre 2015, contre -600 emplois en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2016.

Le secteur des services est le plus touché.

En effet, sur un an, la dégradation s'accroît ce trimestre dans les activités de services administratifs et de soutien (-440 emplois sur un an) et dans l'hébergement et restauration (-540 salariés). Ainsi, le premier secteur perd 340 salariés entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2016, principalement dans les activités de sécurité privée, et dans une moindre mesure dans les agences d'intérim et les services de nettoyage des bâtiments. Ces activités de services aux entreprises sont en général les premières à subir les conséquences du ralentissement économique dans d'autres secteurs.

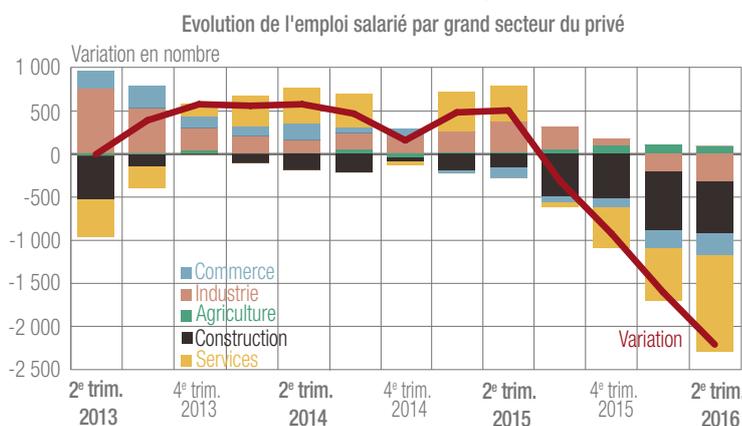
Les suppressions ramènent l'emploi à son niveau de 2013



Note explicative : Au 2^e trimestre 2016, 90 015 salariés ont été déclarés par leurs employeurs, soit 2 000 emplois de moins qu'à la même période en 2015.

Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT

Le secteur des services est le plus touché



*En glissement annuel
Données provisoires
Sources : ISEE, CAFAT



Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, les pertes d'emplois ce trimestre concernent principalement les hôtels et la restauration traditionnelle. Elles coïncident avec un recul de la fréquentation touristique par rapport à la même période en 2015. De plus, la fermeture d'un grand hôtel à Nouméa et la moindre activité de la base-vie de KNS, depuis le 2^e semestre 2015, accentuent le recul de l'emploi dans le secteur sur un an.

Les secteurs des activités spécialisées, scientifiques et techniques (ingénierie, ...) et du transport-entreposage perdent ensemble 300 emplois sur un an, mais ces suppressions résultent des baisses enregistrées aux trimestres précédents.

Enfin, le secteur des services de santé et d'action sociale continue lui d'employer plus de salariés (+140 emplois sur un an). Toutefois, par rapport au trimestre précédent, le secteur crée peu d'emplois. Les embauches supplémentaires pour les activités de santé et d'action sociale sont partiellement compensées par un repli de l'emploi dans l'hébergement médico-social.

La baisse des effectifs se poursuit dans la construction et les industries

Le secteur de la **construction** perd 600 salariés par rapport au 2^e trimestre 2015, soit une baisse de 7 % en glissement annuel. Toutefois, une grande partie de ces suppressions sont intervenues à partir du 3^e trimestre 2015 (installation électrique, terrassement courant et forage, maçonnerie générale et gros œuvre). Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2016, le secteur perd à nouveau des emplois dans la construction de bâtiments et le terrassement spécialisé ou de grande masse.

Le recul de l'emploi se creuse dans les **industries**, qui perdent 410 emplois par rapport au 2^e trimestre 2015, contre -330 en glissement annuel au 1^{er} trimestre 2016.

L'industrie manufacturière perd 250 emplois sur un an, accentuant le résultat de -200 au 1^{er} trimestre 2016. Ainsi, les suppressions d'emplois se sont principalement concentrées sur les trimestres

précédents, dans la métallurgie et l'installation de machines et équipements mécaniques pour les opérateurs métallurgiques et le Médipôle.

L'industrie extractive compte 140 salariés de moins sur un an, contre -90 au trimestre précédent. Ce trimestre, l'emploi se dégrade dans les activités d'extraction, tandis qu'il est en baisse depuis le 3^e trimestre 2015 dans les activités de soutien (préparation et analyse d'échantillon, études géologiques, ...).

L'agriculture est le seul secteur créateur d'emploi

L'**agriculture** affiche un solde d'emplois positif ce trimestre, avec 80 emplois supplémentaires par rapport au 2^e trimestre 2015 (+5 %). Ces hausses ont toutefois déjà été enregistrées au cours des trimestres précédents, notamment dans les activités de culture de fruits tropicaux, d'élevage de bovins et de pêche et aquaculture.

Le secteur public crée des emplois

Contrairement au secteur privé, le **secteur public** continue de créer des emplois (+215 salariés par rapport au 2^e trimestre 2015). Cependant, cette hausse est portée depuis le 1^{er} trimestre 2016 par les fonctionnaires territoriaux (+190 emplois) et les contractuels (+70 salariés), en particulier dans les établissements publics locaux et les services provinciaux. Les fonctionnaires d'Etat sont pour leur part moins nombreux (-50) qu'au 2^e trimestre 2015.

Le marché du travail reste dégradé

Au 2^e trimestre 2016, le nombre d'**employeurs** recule de 400 par rapport à la même période en 2015 (-3 %). L'ensemble des secteurs d'activité sont concernés par ce repli, en particulier, les employeurs de personnel de maison et ceux des secteurs construction, commerce, transport-entreposage, hébergement-restauration et activités de services administratifs et de soutien. Cette morosité se répercute sur le nombre moyen de nouvelles **offres d'emploi** déposées chaque mois auprès des services provinciaux de placement, qui chute en moyenne de 27 % par rapport au 2^e trimestre 2015. Cette diminution touche plus fortement les offres de CDD que les CDI, et les postes à temps complet.

Parallèlement, le nombre moyen de **demandeurs d'emploi** en fin de mois augmente ce trimestre de 10 %, soit 700 individus de plus. La hausse des demandeurs d'emploi en fin de mois concerne à la fois la province Sud, avec 500 individus de plus (+9 %), et la province Nord (200 demandeurs supplémentaires, soit +13 %). Les demandeurs d'emploi dans les secteurs d'activité en difficulté ce trimestre progressent, notamment dans la construction, les services à la personne et à la collectivité, les transports et la logistique, et enfin l'installation et la maintenance. La moitié des demandeurs d'emploi cherchent du travail dans un de ces secteurs.



■ Emploi salarié du privé* par principaux secteurs d'activité

	2 ^e trimestre		Variation	
	2015	2016	Nbre	%
Agriculture	1 675	1 754	80	4,8
Industrie (y compris KNS)**	14 575	14 164	-411	-2,8
Industries extractives	1 870	1 732	-139	-7,4
Industrie manufacturière	11 070	10 817	-253	-2,3
Production et distribution d'eau, d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 635	1 616	-19	-1,2
Construction (hors KNS)**	7 195	6 681	-515	-7,2
Commerce	10 272	10 010	-262	-2,5
Services	32 352	31 243	-1 109	-3,4
Transports et entreposage	4 042	3 895	-147	-3,6
Hébergement et restauration	4 582	4 042	-540	-11,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 359	2 211	-148	-6,3
Activités de services administratifs et de soutien	5 221	4 783	-438	-8,4
Santé humaine et action sociale	3 049	3 186	137	4,5
Services domestiques	2 932	2 862	-69	-2,4
Autres	10 168	10 264	96	0,9
Total	66 068	63 852	-2 216	-3,4

* Hors militaires, stagiaires et régimes d'aide à l'emploi.

Unités : nombre, %

** Les effectifs de KNS SAS enregistrés dans le secteur Construction ont ici été réaffectés au secteur Industries manufacturières.

Données provisoires

Sources : ISEE, CAFAT

■ Chiffres clés de l'emploi

	2 ^e trimestre		Variation (%)
	2015	2016	
Effectifs salariés (nombre au 30 juin)			
Total	92 015	90 014	-2,2
dont secteur privé	66 068	63 852	-3,4
dont secteur public	25 947	26 162	0,8
Effectifs employeurs (nombre au 30 juin)			
Total	11 876	11 480	-3,3
Marché du travail (nombre mensuel moyen)			
Nouveaux demandeurs d'emploi	477	457	-4,2
Demandeurs d'emploi en fin de mois	7 117	7 815	9,8
Nouvelles offres d'emploi	747	549	-26,5
Offres d'emploi actives en fin de mois	1 784	1 393	-21,9
Entreprises (nombre)			
Créations au cours du trimestre	1 175	1 217	3,6
Radiations au cours du trimestre	850	658	-22,6
Stock en fin de trimestre	35 953	37 229	3,5
dont entreprises individuelles	23 480	24 364	3,8
Indice de climat des affaires	91,7	79,9	///
Intérim (nombre mensuel moyen)			
Salariés (équivalents temps plein)	943	749	-20,6
Entreprises utilisatrices	492	442	-10,2
Licenciements économiques (cumul)			
Salariés licenciés au cours du trimestre	55	5	-90,9
Entreprises concernées	11	3	-72,7
Chômage (hors chômage partiel) (nombre mensuel moyen)			
Chômeurs indemnisés	2 255	2 656	17,8
Jours indemnisés	66 622	76 416	14,7

Sources : ISEE, CAFAT, DTE, IDCNC, IEOM

Unités : nombre, %.

